

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la  
Commission de réaffectation pour les centres psycho-  
médico-sociaux officiels subventionnés**

**A.Gt 20-03-2014**

**M.B. 26-05-2014**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, tel que modifié les 14 novembre 2002, 8 mai 2003, 3 mars 2004, 4 mai 2005, 14 juillet 2006, 2 février 2007, 8 mars 2007, 13 décembre 2007, 30 avril 2009, 8 juillet 2010, 10 février 2011, 12 juillet 2012 et, notamment, l'article 67;

Considérant la proposition de règlement d'ordre intérieur transmise le 14 février 2014 par le Président de la Commission de réaffectation pour les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Le règlement d'ordre intérieur annexé au présent arrêté est approuvé.

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le 21 janvier 2014.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

**R. DEMOTTE**

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

**J.-M. NOLLET**

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

**Mme M.-M. SCHYNS**

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du  
20 mars 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de  
la Commission de réaffectation pour les centres psycho-médico-  
sociaux officiels subventionnés**

**La Commission de réaffectation pour les centres officiels  
subventionnés a fixé comme suit son règlement d'ordre intérieur.**

**I. DEFINITIONS**

**Article 1<sup>er</sup>.** - Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, on entend par :

«Le décret» : le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

«La commission» : la Commission de réaffectation visée à l'article 67 du décret;

«Le Président» : le Président de la commission tel que défini à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du décret;

«Les membres» : les personnes qui sont définies à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret;

«Les organisations constituantes» : les représentants des pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales tenant compte pour ces dernières de leur représentativité;

«Le secrétariat» : le secrétariat de la commission tel que défini à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 du décret;

**II. DE LA COMMISSION**

**1. Sièg**e

**Article 2.** - La Commission de réaffectation se réunit au siège administratif du président de ladite commission, à savoir boulevard Léopold II 44, à 1080 BRUXELLES

**Article 3.** - Les membres de la Commission ayant siégé, dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles, ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours.

**2. Composition**

**Article 4.** - La composition de la commission est déterminée à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret.

**Article 5.** - En cas d'absence d'un membre effectif, ce dernier est tenu d'en avvertir le Président et d'inviter son suppléant à participer à la réunion. Le membre effectif empêché est chargé de communiquer à son remplaçant les documents qui, le cas échéant, lui auront été transmis par le secrétariat.

**Article 6.** - Outre la composition prévue à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret, la commission décide de s'adjoindre, si nécessaire, des techniciens dont le nombre ne peut dépasser le nombre total de membres effectifs de

chaque partie constituante. Avant chaque réunion, la partie constituante communiquera au secrétariat l'identité des techniciens lesquels seront présentés en début de séance.

### 3. Fonctionnement

#### Convocations

**Article 7.** - Les convocations, reprenant l'ordre du jour, sont adressées 10 jours ouvrables au moins avant la date de la réunion aux membres effectifs par courrier ordinaire ou par courrier électronique avec accusé de réception. Le procès-verbal de la réunion précédente de la commission est également joint à la convocation.

#### Réunions

**Article 8.** - Le Président ouvre et clôture les réunions. Il dirige les débats, veille au maintien de l'ordre et au respect des prescriptions du décret et du règlement d'ordre intérieur.

**Article 9.** - Pour que la commission puisse se réunir valablement, le quorum de présences de la moitié des représentants de chaque groupe-pouvoirs organisateurs, organisations syndicales, doit être atteint.

#### Processus de décision

**Article 10.** - Les modalités relatives au processus de décision sont déterminées à l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéas 5 et 6 du décret.

**Article 11.** - Si le quorum de présences repris à l'article 9 est atteint, la commission veille à dégager un consensus dans les prises de décision. A défaut, si des décisions doivent être soumises au vote, celles-ci sont prises à la majorité absolue des membres présents et chaque groupe - pouvoirs organisateurs, organisations syndicales - doit être représenté par la moitié au moins de ses membres. En cas de parité de voix, le Président décide.

Si le quorum de présences cité plus haut des membres de chaque groupe n'est pas atteint, une nouvelle réunion de la commission se tient au plus tard dans les 8 jours calendriers.

Lors de la seconde réunion, la commission prend ses décisions au consensus. A défaut, les décisions sont prises valablement, à condition qu'elles recueillent la majorité absolue des voix des membres présents, quel que soit leur nombre. En cas de parité de voix, le Président décide.

### 4. Compétences

**Article 12.** - Les compétences de la commission sont définies à l'article 67, § 2 du décret.

**Article 13.** - § 1<sup>er</sup>. La commission donne délégation au Président pour annuler, en son nom, toute désignation d'office effectuée sur base d'une information erronée ou imparfaite ou pour accepter toute demande d'annulation d'une désignation dans le cadre de l'article 65 du décret.

Le Président en informe les membres immédiatement par courriel, avec accusé de réception, auquel est joint copie de la (des) notification(s).

**§ 2.** La délégation exclut toute nouvelle désignation, les désignations relevant de la compétence exclusive de la commission.

### III. DU SECRETARIAT

#### 1. Fonctionnement

**Article 14.** - Le secrétariat est chargé de l'organisation pratique des réunions. Il veille à la mise à disposition des membres, en les transmettant aux membres effectifs, au moins 3 jours ouvrables avant la réunion de la commission, des documents nécessaires aux travaux de la commission à savoir ceux mentionnés à l'article 57 du décret, Il assure le suivi des décisions de la commission, rédige et diffuse le procès-verbal et conserve les archives sous la responsabilité du président.

**Article 15.** - **§ 1<sup>er</sup>.** Le secrétariat tient à jour la liste des membres.

**§ 2.** Dans le respect de l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 6 du décret, il appartient aux organisations constituantes de communiquer au secrétariat les modifications de leur délégation au sein de celle-ci.

#### 2. Du procès-verbal

**Article 16.** - Un procès-verbal actant les présences et les décisions prises est rédigé à l'issue de chaque réunion.

**Article 17.** - **§ 1<sup>er</sup>.** Le projet de procès-verbal est envoyé par le Président dans les meilleurs délais. Les membres peuvent faire part de leurs remarques dans les 15 jours ouvrables de la réception du projet précité. Il est soumis à l'approbation définitive lors de la prochaine réunion.

**§ 2.** L'envoi peut se faire par courrier ordinaire ou par courrier électronique avec accusé de réception.

### IV. ENTREE EN VIGUEUR

**Article 18.** - Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 21 janvier 2014.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de réaffectation pour les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,



---

J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

